

pays (l'autre étant la Russie) vers l'économie de marché. À l'heure actuelle, un cinquième de la population mondiale participe à la plus grande expérience en matière de changement économique et social jamais entreprise. Le programme de réformes économiques de la Chine donne des résultats relativement bons et le pays est devenu bien plus ouvert, mieux intégré dans les systèmes mondiaux et plus réceptif au changement. Le défi consistera à favoriser l'approfondissement de ce processus tout en apportant une aide pour faciliter l'évolution sociale et politique progressive.

Enfin, le Canada n'a pour l'instant signé avec la Chine ni Accord de protection de l'investissement étranger (APIE) ni entente bilatérale de double imposition (EBDI). Compte tenu des réformes actuelles et futures en Chine dans le domaine des investissements, et de l'intérêt que les entreprises canadiennes porteront vraisemblablement au marché chinois, les décideurs canadiens devraient examiner attentivement les retombées éventuelles de la négociation d'un APIE et d'une EBDI avec la Chine d'ici deux à trois ans.

Dans ce document, l'auteur tente de décrire les réformes économiques qui ont eu lieu en Chine à ce jour, de déterminer l'incidence que le processus de réforme a eue sur la production, la consommation et l'efficacité, de définir les défis restant à relever au cours des années 1990 et de mettre en valeur les perspectives économiques de la Chine à l'aube du XXI^e siècle. Certains problèmes ont été soulevés dans ce document, ou lors de discussions sur cette question, qui ont d'importantes conséquences pour la politique et nécessitent des études supplémentaires. Par exemple, certaines réformes ont rétabli l'usage des incitations qui, à leur tour, ont favorisé une croissance économique rapide et soutenue. Au niveau microéconomique, toutefois, les solutions n'ont pas toujours servi les intérêts du gouvernement central en ce qui concerne le maintien d'un environnement macroéconomique stable et d'une croissance économique équilibrée dans tout le pays. Les conflits entre la politique macroéconomique et microéconomique et entre le centre et les régions, et la façon de les résoudre, constituent des problèmes qui nécessitent d'autres études, tant pour déterminer les conséquences d'ordre politique pour le Canada que pour aider à définir les leviers de politique les plus efficaces pour y trouver une solution. Nous croyons également qu'il faut entreprendre des études afin de déterminer la ou les régions de la Chine qui seront des pôles de croissance rapide au début du siècle prochain. La croissance dans la Côte d'or a-t-elle atteint son maximum? Sera-t-elle dépassée par Shanghai? Ce sont là certaines des grandes questions qui méritent d'être analysées en profondeur.